

Pouvoir d'emprunt

précédentes. A cause de la hausse des prix décrétée par les pays de l'OPEP, les États-Unis connaissent déjà une récession.

En réponse à ceux qui se demandent quelle est la différence entre notre politique économique et celle des conservateurs, je citerai la déclaration que faisait l'autre jour le ministre des Finances quand il a dit que nous avons eu tort en 1974 et en 1975 de ne pas laisser l'économie canadienne entrer en récession. Voilà ce qu'il a dit.

● (1650)

C'est sur ce point essentiellement que nos deux conceptions diffèrent; nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de laisser notre économie sombrer dans une crise économique comme les Américains l'ont fait. Nous avons réussi à le prouver en 1974 et en 1975 et j'espère que le ministre des Finances s'en souviendra. Pour l'instant, j'ai plutôt l'impression que le gouvernement aimerait bien voir éclater une crise économique au Canada. Ce fut souvent l'attitude des conservateurs et de l'avis de certains c'est la meilleure stratégie à adopter. Je vois un sourire sur le visage d'un de ces soi-disant conservateurs de gauche, le secrétaire d'État (M. MacDonald). Je sais que son parti est aux prises avec des problèmes internes, mais nous, les libéraux, ne croyons pas qu'il faille acculer le Canada à une crise économique.

Évidemment, il n'est pas facile de saisir le moment idéal pour agir, mais depuis 1970, notre gouvernement a réussi à gérer l'économie en évitant une crise.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Il a réglementé les prix et les salaires.

M. Chrétien: Oui, car nous savions que c'était nécessaire.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): L'inflation faisait de tels ravages.

M. Chrétien: Nous avons supprimé les contrôles au bon moment. Lorsque nous les avons décrétés, les députés de l'opposition nous disaient que lorsque nous y mettrions fin, il se produirait une véritable flambée inflationniste. C'est pourquoi j'ai décidé, en tant que ministre des Finances, de mettre fin aux contrôles. J'étais convaincu qu'après deux ans et un trimestre, la conjoncture était idéale pour le faire. En fait, lorsque nous avons cessé de gouverner, cette année, le taux d'inflation au Canada était encore de 4 ou 5 points inférieur au taux actuel de l'inflation aux États-Unis en dépit du fait que nous ayons mis fin aux contrôles un an auparavant.

Ce n'était peut-être que de la chance. Je ne crois pas que se soit uniquement dû à notre sagacité, mais nous avons agi au bon moment. C'est pourquoi comme le gouvernement ne parvient pas à décider de sa politique gazière et pétrolière, par suite des difficultés qu'il a à rallier l'adhésion de MM. Lougheed et Davis, quand mon successeur va présenter son budget il sera déjà trop tard. Il est déjà en retard de trois à cinq mois, les circonstances n'étant plus les mêmes par suite de la récession américaine.

J'espère que le ministre va nous dire quand il entend présenter son budget. C'est très joli de badiner, mais il faut que les Canadiens sachent à quel moment il doit faire le point de la situation. Si le déficit doit augmenter de 500 millions de dollars de plus, c'est que l'économie subit certaines influences et nous tenons à savoir lesquelles. Nous voulons savoir dans quels domaines le gouvernement va comprimer les dépenses. Le ministre nous déclare une chose, puis le même jour d'autres

ministres nous annoncent qu'ils vont affecter tant de fonds à ce programme-ci et tant à celui-là. Nous voudrions savoir où s'effectueraient ces réductions.

Mon parti a eu beaucoup d'égards pour le gouvernement depuis que ce dernier a pris le pouvoir. Il ne l'a pas pressé, comme d'autres, de revenir en mai ou en juin. Après coup on se demande s'il aurait peut-être été bien avisé de le faire tout comme Margaret Thatcher en Angleterre, mais il s'est trop laissé aller à des promesses électorales qui reviennent maintenant le hanter. Je ne veux pas le quereller là-dessus, car mon parti qui a également fait face à l'électorat avait adopté pour politique de s'abstenir de toutes promesses. Bien sûr, nous n'avons pas remporté les élections, et même si nous avions fait exactement les mêmes promesses, il n'est pas dit que nous aurions été élus. Mais le fait est que nous avons essayé d'être honnêtes avec le public en lui précisant la situation.

J'invite le ministre des Finances à réserver ses plaisanteries pour d'autres occasions car il est temps de dire à la nation dans quel état se trouve l'économie, quelle décision a été prise concernant les prix du pétrole et du gaz, quel sera le déficit l'an prochain, quel sera le taux d'inflation, le niveau du chômage, et ainsi de suite. Voilà les précisions que veut connaître la nation aujourd'hui; elle n'a que faire des pirouettes verbales qu'il nous a servies au début de son discours aujourd'hui.

A mon avis, le ministre ne devrait pas déclarer qu'il assistera au conseil des ministres quand cela lui chantera. Je n'ai pas l'intention de retenir le ministre à la Chambre pendant sept semaines d'affilée pour l'étude de ces projets de loi, comme cela m'est arrivé. Je sais que c'est injuste envers le ministre des Finances et nous n'avons pas l'intention de rendre la pareille. Je vais m'efforcer d'être sérieux et d'en venir aux faits. Peu importe que je marque des points, d'ailleurs mesquins. Ce qui importe, c'est que la population du Canada sache à quoi s'en tenir, et j'espère que le ministre des Finances nous dira ce qu'il pense et ce qu'il compte faire.

J'espère en outre que le ministre a l'appui de son parti quand il affirme partager l'avis du gouverneur de la Banque du Canada. J'espère aussi que le ministre aura l'appui de son premier ministre quand il fera demander un sous-ministre donné et, après lui avoir exprimé sa confiance, qu'il n'apprendra pas que le sous-ministre en question a été congédié, comme c'est malheureusement arrivé. Le ministre des Finances mérite d'être mieux traité que cela et je l'appuierai dans ses efforts pour le plus grand bien du pays.

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, il se déroule actuellement sous nos yeux un débat fort étrange. Pendant des années, alors que le gouvernement était libéral, les conservateurs se sont opposés aux hausses du taux d'intérêt. Tout en admettant que ces hausses créaient des difficultés aux Canadiens, le gouvernement du temps disait qu'elles étaient nécessaires. Voilà maintenant que les libéraux s'élèvent contre les hausses décrétées par le gouvernement conservateur, qui s'était lui-même antérieurement élevé contre les hausses des taux d'intérêt et qui justifie maintenant ces hausses en disant qu'elles sont nécessaires et que, de toute façon, nous n'y pouvons rien. Lorsqu'ils étaient dans l'opposition, les conservateurs ont attaqué le gouvernement libéral presque à chaque mois parce que le coût de la vie grimpeait régulièrement et rapidement. Ils pressaient le gouvernement d'alors de faire